

Article 29 du Règlement

M. Broadbent: Monsieur le Président, comme presque toujours, vous avez fait les commentaires qu'il fallait, et je terminerai très rapidement mon discours.

Le gouvernement du Canada se trouve dans l'obligation d'agir, mais il ne l'a pas fait parce qu'il est pris jusqu'au cou dans les discussions sur le libre-échange. C'est ce qui nous expose aux dangers non seulement illustrés par les détails de cette décision mais aussi par le fait que cela posera des problèmes encore plus terribles ou du moins aussi graves pour le Canada dans tous les secteurs si le gouvernement ne change pas son fusil d'épaule.

En guise de conclusion, je voudrais dire que la société TransCanada PipeLines a insisté pour que la société Dome réexamine son offre. Le président de Petro-Canada a dit sans ambages que s'il recevait l'autorisation du gouvernement, il aimerait beaucoup suivre l'affaire Dome de près et voir si la société Petro-Canada aurait intérêt à intervenir. Il attend cette autorisation. Je conseille au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui est là ce soir, de réfléchir à ce qui se passe, de songer aux besoins énergétiques du Canada, de songer aux emplois dont l'Ouest a besoin, de faire intervenir Petro-Canada, d'étudier l'offre de TransCanada et de trouver une solution canadienne à un problème canadien.

● (2040)

Des voix: Bravo!

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je tenais à ce que l'applaudimètre capte jusqu'au dernier applaudissement.

En réalité, ce débat porte davantage sur le fait que le gouvernement canadien n'ait pas su trouver une solution canadienne pour assurer l'avenir de Dome Petroleum que sur l'offre d'achat d'Amoco.

[Français]

Je dois dire au ministre qui nous honore de sa présence ce soir—qui se trouve assez seul, mais quand même il est là—que la question à l'étude à la Chambre ce soir n'est pas seulement la prise de contrôle de la Dome Petroleum, mais plutôt son manque d'action à lui ainsi que de son collègue le ministre des Finances (M. Wilson), ainsi que du gouvernement canadien d'agir pour nous assurer, comme Canadiens, une solution canadienne à cette situation.

[Traduction]

Le gouvernement canadien était au courant de la situation depuis des mois. Le ministre des Finances a beau affirmer son innocence en disant que c'était à son collègue, le ministre du Revenu national (M. MacKay), de rendre une décision fiscale, malgré les louvoisements...

[Français]

... on peut employer le mot français «patinage» du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Masse).

[Traduction]

... il est évident que le ministre des Finances et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ont été renseignés, au

jour le jour, sur l'évolution de la situation par tous les soumissionnaires éventuels. Amoco, Imperial Oil, TransCanada PipeLines et tous ceux qui, à un moment ou l'autre, ont cherché un moyen de prendre le contrôle de Dome les ont mis au courant. Le gouvernement ne peut pas feindre l'ignorance.

Nous nous trouvons devant l'une des prises de contrôle les plus importantes, sinon la plus importante de notre histoire. Il est facile de constater que le gouvernement n'a absolument rien fait. Nous tenons à dire, dès le départ, que si nous étions au pouvoir, nous n'aurions pas renoncé à trouver une solution canadienne à ce problème.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Peu après son élection, le premier ministre (M. Mulroney) est allé à New York rencontrer la haute finance américaine à l'*Economic Club*. Il a mis son noeud papillon et il a dit...

Des voix: Ses chaussures Gucci!

M. Turner (Vancouver Quadra): Je ne serais pas aussi précis que le souhaiteraient certains de mes collègues. Il a dit: «Bonjour, je m'appelle Brian Mulroney. Je suis premier ministre du Canada. Je suis venu à New York ce soir pour vous dire que le Canada a rouvert sa porte aux investissements.» Lorsqu'il est revenu au Parlement, je lui ai dit: «Merveilleux! Notre porte est de nouveau ouverte aux investissements? J'ignorais qu'elle avait été fermée. Je tiens à dire au premier ministre que notre porte est peut-être ouverte aux investissements, mais que nous ne sommes pas à vendre.»

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous constatons, encore une fois, que ce gouvernement apathique et passif est prêt à vendre au plus offrant une industrie cruciale, celle du pétrole et du gaz. Je demande au ministre combien d'autres industries canadiennes le gouvernement va vendre aux enchères avant de reprendre ses esprits et de réagir de façon positive et concrète. Pendant combien de temps encore allons-nous le voir rester les bras croisés devant ce qui se passe à Chicago, New York ou Washington?

Apparemment, les lois fiscales américaines permettent à Amoco de radier la quasi-totalité de cet investissement. Au cours des négociations sur le libre-échange, et le député d'Oshawa (M. Broadbent) l'a mentionné, les Américains ont dit qu'ils aimaient les combats à armes égales. Quand ils en parlent, et j'ai soulevé la question lorsque nous avons bradé notre industrie du bois d'oeuvre aux Américains avec la taxe sur les exportations, ils veulent dire que ce sont eux qui délimitent le terrain, qui fixent les règles du jeu, qui choisissent l'arbitre et la balle, et qui déterminent l'emplacement des buts. Et une fois que nous commençons à nous débrouiller pas mal, ils changent les règles et ils déplacent les buts. Les règles du jeu sont plus que favorables à Amoco. Cette société est nettement avantagée par rapport à n'importe quelle société canadienne parce qu'en vertu du droit fiscal américain actuel, elle pourra déduire complètement cette opération de ses taxes. On ne peut donc pas parler d'un combat à armes égales.